

Berne, le 3 février 1967

Brésil - Echange de vues avec une délégation du BNDE
à Berne, le 30.1.1967

A. Délégation suisse: MM. Probst et Marcuard, Ministres;
Bühler, Vice-Directeur; Jean Spiro; Léchet

Délégation du BNDE: MM. Helio Schlittler Silva, Directeur du
BNDE, remplaçant M. Garrido Torres frappé d'un infarctus
à Stockholm; Americo Cury; Murillo Coutinho de Gouvêa,
Directeur exécutif de FINAME; Benjamin P. Spiro, actuelle-
ment conseiller du BNDE.

B. Cette réunion fait suite

- à un échange de vues resté très vague, du 20.9.1965, avec une première délégation du BNDE (dossier Bras. 877.3), à propos de facilités de crédit pour des livraisons de biens d'équipement suisses destinés à la moyenne et petite industrie, et pour le financement de frais locaux;
- à une demande de crédit adressée le 18.10.1966 par le BNDE à la SBS, aux mêmes fins;
- ainsi qu'à une demande d'aide technique et financière présentée le 29.12.1966 par le Ministère des relations extérieures (lettre du 5.1.1967 de l'Ambassade de Suisse à Rio de Janeiro, dossier Bras. 810) pour le développement de l'élevage du bétail et de productions annexes dans les états du Sud du Brésil.

C. Ministre Probst: bienvenue, voeux pour G. Torres. Importance du Brésil, grand intérêt de la Suisse; constaté personnellement la présence d'industries suisses à Rio et Sao Paulo; environ 600 millions de francs d'investissement suisses; engagement GRE en tête pour l'Amérique latine; nombreuses facilités antérieures de crédit.
- Malgré les possibilités limitées de la Suisse, les engagements déjà pris en matière de crédit et les diverses demandes à l'examen actuellement (notamment "Ilha Solteira"), entendrons avec intérêt et un esprit ouvert, les explications attendues du BNDE.

D. M. B. Spiro: requête du BNDE.

- 1) Souligne d'abord la bienveillance du FINAME à l'égard de maisons suisses installées au Brésil; par ses refinancements elle permet aux banques privées d'investissement qui, seules, ne le pourraient pas, d'accorder des crédits substantiels à BBC (3,5 mio \$ récemment), Nestlé, Sandoz, etc. en dépit des restrictions actuelles de crédit. 6'000 opérations en deux ans.
- La Banque pour le développement commercial à Genève (Groupe SAFRA = grands intérêts brésiliens de Sao Paulo) vient de signer un accord de participation au FINAME.



- 2 -

- 2) Projet de développement de l'élevage du bétail et des productions annexes:

Mission Spiro-Geisendorf de 1965 aboutit, pour le Rio Grande do Sul, à deux programmes distincts: "dairy farming" ou "zone pilote" (economico-social) et "cattle farming"/ou "zone d'extension" (économi-que).

La BIRD reprend à son compte la "zone d'extension" et développe un programme similaire pour le Brésil central, en assurant un financement de 50 mio \$ dont 1/4 pour le Rio Grande do Sul.

La BRDE engage l'exécution du projet de "zone pilote" et, avec l'appui du BNDE, en projette l'élargissement aux Etats de Santa Catarina et Parana, à la demande de ces derniers; le BNDE est chargé d'assurer le financement en monnaies locale et étrangère.

Le déficit laitier est grand dans ces régions où la population de 17 millions actuellement passera à 20 millions en 1970; il faut organiser la production et arriver à l'auto-suffisance. La Suisse est spécialement habilitée à prêter son concours et un financement approprié qui porterait sur les phases suivantes:

- a) financement d'une mission pour compléter l'étude du projet d'assistance technique
 - b) financement de l'exécution technique du projet Spiro/Geisendorf élargi, "encadrement" par personnel suisse et personnel formé
 - c) financement à long ou moyen terme pour les livraisons suisses destinées à l'exécution du projet.
- 3) Les démarches antérieures depuis 1965 auprès de banques suisses, dont la SBS, ont rencontré de la bienveillance. Les autorités suisses sont-elles de leur côté prêtes à donner la garantie contre les risques d'exportation pour mettre les banques en mesure d'assurer le financement par un crédit-cadre? L'utilisation du crédit commencerait dans un ou deux ans (période d'achèvement des études: 1967 à 1969) et s'étalerait sur les deux ou trois ans suivants (livraisons de 1969 à 1972), en tout cinq ans.

E. MM. Probst et Bühler: Réaction suisse

- 1) Engagement GRE = 1,8 mia fr. Nous devons assurer une certaine répartition de l'engagement, sans que nous fixions pour autant des plafonds par pays. Le Brésil est un pays de grand avenir; il est déjà en tête en Amérique latine du point de vue de notre engagement GRE. A cela s'ajoute Ilha Solteira qui mérite la priorité, aussi de l'avis de M. Campos (entretien avec M. Probst à Rio). Sommes prêts à examiner si et dans quelle mesure nous pouvons faire plus, en allant à la rencontre du BNDE. Mais une base solide pour la fixation d'un ordre de grandeur n'existe pas. Il est difficile de nous prononcer en l'état actuel des choses, même si nous comprenons qu'il peut être malaisé de lancer la première phase (nouvelle mission d'étude; 2, a ci-dessus) en l'absence d'assurances de financement de l'exécution du projet pour le cas de conclusions positives de cette mission. Besoin total d'importation? Part suisse? Genre de fournitures?

- 3 -

- 2) M. B. Spiro: Besoin total: 15 à 18 mio \$, au jugé. Outre les services, il s'agirait de fournitures d'équipement spécialisé pour l'industrialisation de la production; fabriques de fourrage, production d'énergie, conditionnement et transport, installations d'abattoirs, upérisation, etc.

M. J. Spiro: Le montant du crédit entrant en considération pour la Suisse pourrait être d'environ 40 mio de francs, au grand maximum, dont 3 mio pour les services. (Voir à ce propos ses estimations quelque peu différentes et plus détaillées, dans sa note au Ministre Marcuard du 2.2.1967, si tant est que des estimations sont possibles dans l'état actuel des choses).

M. B. Spiro: Le BNDE attache du prix à disposer de crédits bilatéraux avec un éventail de pays pour pouvoir acheter l'équipement spécial le meilleur dans les pays les mieux habilités à le fournir. Conditions les mêmes pour tous les pays: durée 8 ans, 1^{er} remboursement 9 mois après embarcation (c.à d. environ 18 à 24 mois après commande), montant minimum par affaire environ 500'000 dollars (?). La qualité technique avant tout, le prix et le délai de livraison sont déterminants pour l'achat. On s'efforcera d'éliminer le coût du crédit, variable selon les pays, comme élément d'appréciation.

Crédits avec autres pays:

Allemagne fédérale: doit être signé le 31.1.67 à Zurich: 50 mio DM pour commencer, pouvant aller jusqu'à 400 mio DM. Sur base GRE; crédit-cadre; 75 % devises 25 % monnaie locale; intérêt vers 6 1/2 / 7 %, mais à la baisse.

Danemark: 21 mio couronnes (env. 3 mio \$) sur base GRE, en vigueur

France: 90 mio ffr. sur base GRE, en 3 tranches de 30 mio chacune, conclu

Belgique: 100 mio bfr. sur base GRE, conclusion imminente

Italie: env. 20 mio \$, pas conclu

Espagne: crédit officiel par banque commerciale sur base GRE, demandé 25 mio \$

Suède: question ouverte, mais pas de difficulté à obtenir des facilités

Japon: 25 mio \$, en négociation.

[A noter à ce propos: Il s'agit dans tous ces cas de crédits-cadre généraux, tandis que pour la Suisse, selon l'échange de vues, le crédit demandé est centré sur le projet de développement de l'élevage de bétail et de productions annexes].

- 3) Ministre Marcuard: Coopération technique

Positif quant à l'envoi de la mission (2, a cidessus). Son travail durera de 2 à 3 mois. Une organisation est à disposition à cette fin (Agroconsult Zurich: 1 économiste, 2 spécialistes en production animale, 1 agronome, 2 forestiers, 1 spécialiste en vulgarisation agricole). Prêt à envisager le financement à raison de 50 % au débit du fonds de la coopération technique.

- 4 -

Si le résultat est concluant, la même organisation pourrait s'occuper ensuite de la 2^e phase ("encadrement": 1 directeur, 2 ingénieurs forestiers, 2 spécialistes en production animale, 1 spécialiste en organisation agricole, 1 spécialiste en production industrielle), le financement devant être opéré en l'occurrence sur la base GRE, comme pour l'équipement, ce que souhaite la délégation du BNDE.

F. Ministre Probst: Conclusion. Nos bonnes dispositions à l'égard de ce projet dont on nous assure un effet multiplicateur élevé et un grand impact pour l'économie des trois états en cause; mais difficulté de conclure maintenant à l'opportunité de l'ouverture d'un crédit-cadre (par l'octroi de la GRE) pour lequel 1^o la base fait encore défaut (elle n'existe que pour la "zone pilote", du Rio Grande do Sul, qui est prise comme élément de départ pour extrapoler la part afférente à l'élargissement du projet aux deux autres états), 2^o les livraisons et le montant à financer sont encore très indéterminés et 3^o le début de l'utilisation est en pratique prévu pour dans deux ans au plus tôt. Prière au Service de coopération technique de s'efforcer de fournir des données plus élaborées qui permettent de pousser l'examen plus avant.

G. Visite à M. Jolles, Directeur: Suisse spécialement qualifiée pour s'occuper d'un tel projet agricole, dont l'exécution est d'une grande importance pour le Sud du Brésil. Attitude positive; mais relève aussi et tout spécialement la difficulté d'aboutir à l'octroi de la GRE aux fins de l'ouverture d'un crédit-cadre, pour lequel la base semble faire défaut actuellement.

M. B. Spiro: Un accord-cadre permet, mieux que le traitement habituel de chaque affaire sur la base de la GRE, de faire d'avance les calculations nécessaires. C'est une des raisons du désir du BNDE de conclure aussi avec la Suisse un accord de crédit-cadre.

H. Selon une déclaration de M. B. Spiro à MM. Probst et Marcuard lors du déjeuner offert en l'honneur de la délégation du BNDE, le BNDE recourrait à la Banque pour le Développement commercial à Genève (groupe SAFRA) si l'opération d'un crédit-cadre par la SBS, avec la GRE, échouait. Une notice ci-jointe de M. Marcuard du 31.1. sur une communication téléphonique de M. B. Spiro fait, elle, mention d'une action parallèle et conjuguée des deux banques, non pas d'une alternative.

I. Visite de la délégation du BNDE, à M. Seiler, Directeur général de la SBS, à Bâle: Selon M. Galliker: Délégation du BNDE quelque peu déçue de l'attitude de la Division du commerce; selon cette délégation, la Suisse ne serait guère intéressée à des livraisons au Brésil, ce qui a été contesté par la SBS. Présentation plutôt incohérente de la demande du BNDE: besoin 40 mio francs dont 20 pour le projet de coopération technique en faveur des Etats du Sud (voir confirmation dans la notice Marcuard du 31.1.; cette présentation des besoins ne correspond pas entièrement à celle qui nous a été faite, de manière plus vague il est vrai). La SBS ne voit pas d'un oeil favorable l'ouverture d'un crédit "ins Blaue", mais est naturellement prête à poursuivre, de son côté également, l'examen de la chose d'entente avec la Division du commerce.

- 5 -

- J. D'un entretien téléphonique entre MM. Probst et André Müller de Nestlé, il ressort que le projet d'expansion de "dairy farming" au Nord du Rio Grande do Sul et dans les Etats de Santa Catarina et de Parana est en rapport direct avec les intérêts de Nestlé. Cette société prie l'administration fédérale de la tenir au courant pour que rien ne soit fait qui irait à l'encontre de ses intérêts. Notons à ce propos que selon M. J. Spiro, Nestlé a toujours été tenu au courant jusqu'à maintenant.
- K. Dans une notice à M. Marcuard du 2.2., M. J. Spiro s'efforce d'exposer l'affaire avec plus de précision. Nous joignons cette notice à ces lignes parce qu'elle apporte certaines indications utiles. Sa conclusion tient compte des vues échangées et se concentre pour finir sur l'utilité pour le Service de coopération technique de recevoir tout au moins une déclaration d'intention positive (quant au financement ultérieur des services et livraisons sur la base de la GRE) au cas où, pour les raisons indiquées ci-dessus, il ne serait pas possible de négocier en ce moment un accord de crédit-cadre. Cette conclusion réaliste paraît indiquer une direction que nous pourrions emprunter pour la suite de l'examen de cette affaire.

Annexes mentionnées.



Copies à:

Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, Zurich
 Société de Banque Suisse, Bâle
 Ambassade de Suisse, Rio de Janeiro
 Consulat général de Suisse, Sao Paulo
 MM. Jolles, Directeur
 Probst, Ministre,
 Marcuard, Ministre, Délégué à la coopération technique
 Bühler, Vice-Directeur
 Morand, Division des affaires politiques du DPF
 J. Spiro, Service de la coopération technique du DPF
 Hf, Gre, Ae.